

INTRODUCTION

« Comme je l'ai répété à maintes reprises, ni mon engagement – ni celui des États-Unis – envers la sécurité d'Israël et le peuple israélien, ne vacilleront jamais et notre soutien à la paix restera toujours la pierre angulaire de cet engagement. [...] Les budgets sont serrés à Washington, mais notre engagement envers la sécurité d'Israël demeure à toute épreuve. Les États-Unis se sont engagés à fournir plus de 3 milliards de dollars chaque année pour aider à financer la sécurité d'Israël jusqu'en 2018. »

Barak Obama¹

Depuis la création de l'État d'Israël, la sécurité du territoire a toujours été la préoccupation numéro un. Celle-ci dépend grandement de son environnement régional. Ce que l'on pourrait appeler le complexe de sécurité d'Israël, ce sont tous les éléments de compréhension historique, politique, géopolitique, sociologique, mythologique et mythique qui permettent d'appréhender ce primat pour l'État hébreu. Il y a la théorie et, face aux bouleversements régionaux, une réalité et un certain pragmatisme.

Historiquement, on trouve dans l'idéologie même du sionisme un grand nombre de paradigmes théoriques et pratiques destinés depuis les origines à s'appliquer en cas de danger. Au point que parfois, on ne sait plus si la doctrine de sécurité israélienne face à son environnement arabe est appliquée à la suite de menaces réelles mises à exécution ou plutôt issue d'une perception biaisée du danger et donc d'une surestimation de celui-ci. En réalité, c'est un processus historique qui trouve ses fondements dans le

1. « Peace is the only path to true security for Israel and the Palestinians », *Haaretz*, 8 juillet 2014. Traduction libre.

mythe d'Amalek² et perdure jusque dans la politique israélienne actuelle, notamment lors de la campagne médiatique de 2012 contre l'Iran. D'anciens chefs de service de renseignements israéliens ne cachaient plus leur inquiétude quant à l'évolution et la nouvelle vision millénariste du Premier ministre Benjamin Netanyahu et de l'ex-ministre de la Défense Ehud Barak quant à leur combat pour la survie d'Israël.

Avec ce que l'on appelle le «Printemps arabe», la donne géopolitique change pour Israël qui perd symboliquement et paradoxalement deux «piliers» stratégiques à ses frontières : l'Égypte, qui, si elle devient «islamiste», ne sera plus aussi souple que du temps de Moubarak, et la Syrie, où l'avenir du régime de Bachar al-Assad est incertain, et qui apportait quoi qu'on en dise une stabilité et un *statu quo* de fait. Les frontières méridionales et septentrionales de l'État hébreu se fragilisent.

L'État d'Israël semble considérer les menaces qui pèsent sur lui comme de plus en plus nombreuses. Le Liban et l'Iran ne sont plus les seuls à poser problème aux gouvernements israéliens. Qu'impliquent les transformations régionales liées à la chute d'Hosni Moubarak, tout comme l'éventualité de la chute à terme du régime alaouite en Syrie, en termes de sécurité future, voire de survie de l'État hébreu? Qu'en est-il enfin de la Jordanie et de sa relation avec Israël?

L'obsession de la menace iranienne que nourrit Israël depuis plusieurs années se trouve imbriquée dans ces enjeux géopolitiques nouveaux. Elle est un exemple de fabrication de la menace. En effet, au-delà de la frilosité de la communauté internationale à vouloir frapper Téhéran (une telle guerre serait-elle efficace pour Israël? quel en serait le coût? l'administration des États-Unis la soutiendrait-elle?), se pose la question de savoir si ce régime représente véritablement un danger pour la région. L'Iran pourrait-il s'affaïsser de lui-même au vu de ses dissensions internes? Dans cette éventualité, Israël prendrait-t-il le risque d'une intervention hasardeuse alors que son image est déjà largement écornée et que la communauté internationale craint pour l'équilibre de la région? Une guerre unilatérale d'Israël pourrait-elle alors ouvrir de nouvelles failles de déstabilisation locale? La situation est à surveiller même si l'emballement médiatique de

2. Considéré comme le mythe fondateur du bellicisme et de la réactivité d'Israël face au danger (voir explications détaillées plus loin, «Le syndrome d'Amalek»).

2012 a probablement cédé la place à une stratégie plus discrète de la part d'Israël afin de ramener l'Iran à la table des négociations. Toutes ces questions paraissaient crédibles jusque 2013, mais qu'en est-il depuis l'arrivée de Hassan Rohani à la présidence ?

Il semblerait qu'on assiste depuis, dans la perception de la menace par la communauté internationale, à un tournant qui s'est indirectement répercuté sur Israël. Sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres, l'image de l'État hébreu s'est largement dégradée depuis plusieurs années et devient problématique pour le pays. Chacune de ses opérations et actions politiques est scrutée, souvent critiquée et dénoncée. En effet, depuis la guerre des Six Jours (1967) et la conquête de territoires (augmentant d'un tiers sa superficie), puis avec la guerre du Kippour en 1973 – qui surprit largement l'État hébreu –, celui-ci se normalise et n'est plus intouchable, fait des erreurs et des choix critiquables, même au nom de sa sécurité, comme n'importe quel autre pays.

D'autant que les relations diplomatiques de l'État d'Israël avec son environnement proche ou lointain connaissent un changement profond : perte essentielle de ses bonnes relations historiques avec la Turquie et rapprochement avec les Kurdes et la Grèce, renforcement des relations diplomatiques et économiques avec l'Azerbaïdjan dans le cadre d'une possible guerre avec l'Iran, blocage total de l'avancée des négociations avec les Palestiniens, reléguées à l'arrière-plan.

L'État juif opte pour la stratégie de l'enfermement géographique et mental pour mieux se protéger et se retrouve entre quatre murs : le premier pour le protéger des roquettes à la frontière avec le Liban (1 km) ; le deuxième est la relance de la « barrière de sécurité » en Cisjordanie (900 km) ; le troisième, le renforcement d'une double clôture métallique dans le Golan avec la zone démilitarisée jouxtant la frontière syrienne (120 km) et le quatrième, l'érection d'un autre mur au sud du pays, officiellement pour des raisons d'immigration incontrôlée en provenance d'Égypte (250 km). C'est une histoire ancienne dans la théorie du sionisme et elle rappelle largement le message de Zeev Jabotinsky (1880-1940), le père de la droite israélienne, qui semble avoir gagné sur tous les fronts près d'un siècle après la publication de son *Mur de fer*. Il s'agit aussi d'une forme d'enfermement moral et d'une certaine évolution vers la thématique classique de la « ghettoïsation »

des Juifs et des Israéliens : un mur pour les protéger du reste du monde. Il prend d'autant plus de sens en raison du judéocide³ de la Seconde Guerre mondiale et de ses tragiques six millions de morts. Qu'en est-il enfin de l'installation en cours et de l'efficacité du dôme anti-missiles au nord et au sud du pays ? Que peut-on craindre de cette forme d'enfermement mental de la part des Israéliens pour l'évolution de leur adaptation à l'environnement régional ?

D'autres questions surgissent alors : Israël sera-t-il plus en sécurité face à ses voisins et ses ennemis régionaux avec cet arsenal ? L'isolement total de son environnement régional sera-t-il le gage d'une sécurité totale et surtout d'une intégration régionale maintenue ? Rien n'est moins sûr, d'autant qu'un autre danger guette de manière latente le gouvernement israélien : la menace sociale, qui surgit et disparaît tour à tour depuis quelques années, mais qui s'ancre dans les mentalités comme une bombe à retardement. Elle est fondamentale pour comprendre le difficile équilibre économique entre l'ancienne politique de l'État providence et le renforcement du budget de la Défense, et ce, sans discussion.

Il est indispensable d'étudier la situation économique et sociale intérieure pour comprendre la manière dont les Israéliens finissent toujours, malgré leurs difficultés, par faire le choix de leur sécurité avant tout, en soutenant des gouvernements toujours plus sensibles à la question, comme ce fut le cas une fois encore lors des élections de janvier 2013. La « chasse aux sorcières » menée contre les minorités ethniques, le traitement des émigrés asiatiques, moins chers pour les sociétés de service, et la situation des sans-papiers reflètent ce malaise social. Mais n'est-ce pas l'arbre qui cache la forêt ? N'est-ce pas ce qui permet au gouvernement Netanyahu de désigner des victimes plutôt fragiles alors que près de 400 000 Israéliens de tous horizons revendiquaient tout de même, à l'été 2011, le retour de cet État providence, le soutien aux plus défavorisés, le contrôle du prix des denrées de première nécessité, la remise en cause du coût de l'occupation et celle du soutien économique aux ultra-orthodoxes, qui ne participent

3. Nous utilisons volontairement le terme de judéocide, qui marque la volonté de destruction d'une race, d'une population, d'une culture, d'une identité, plutôt que ceux de Shoah, terme religieux, ou d'Holocauste, qui se réfère trop, selon nous, à la punition divine qui se serait volontairement abattue sur les Juifs, cautionnant indirectement la politique d'extermination nazie.

pas économiquement à «l'effort de guerre»? Sans parler de cet Israélien qui s'est immolé par le feu courant août 2012 et qui en est mort. Sans parler non plus des nationalistes religieux qui se radicalisent, tout comme les religieux de tous bords, avec le soutien tacite des partis nationalistes au pouvoir, et qui contrôlent le gouvernement. Ou encore d'un vain espoir de rééquilibrage du champ politique après les dernières élections législatives israéliennes et des attentes – vite déçues – suscitées par le retour du centre-gauche. Autant de symboles de plus. Nous reviendrons sur ce «Printemps israélien», qui se rapproche davantage des Printemps européens connus en Espagne ou en Italie, par exemple, (c'est-à-dire des revendications d'ordre plutôt économique et social) que des «Printemps arabes», chargés de revendications politiques, demandant quasiment tous un changement de régime (à l'exception notable du Maroc et de la Jordanie).

Le résultat des élections israéliennes de janvier 2013 est sans appel : la priorité reste à la défense et à la sécurité, au détriment de la croissance économique et de la préservation d'acquis sociaux issus du sionisme plus social des débuts de l'État d'Israël. La coalition des nationalistes et des religieux a balayé toute possibilité concrète de reprise des négociations de paix avec les Palestiniens entre juillet 2013 et mai 2014 ; les Palestiniens le leur ont bien rendu en brandissant, contre la demande de reconnaissance de l'État «juif», la réunification du camp inter-palestinien entre Fatah et Hamas. Et si Israël avait un intérêt majeur au *statu quo* avec les Palestiniens, dans une reconfiguration régionale où il se trouve déjà inquiété sur ses fronts Sud et Nord, avec l'Égypte, le Liban et la Syrie ? Quant à la paix, les Israéliens restent divisés entre volonté de la réaliser sans compromis et sécurité à tout prix. C'est ainsi tout un processus de radicalisation sans précédent de la société israélienne qui est à réinscrire dans l'Histoire récente, entretenu par le politique. L'actualité bouillonnante à l'été 2014 pourrait bien redistribuer les cartes.

Ce livre entend analyser toutes ces problématiques dans le but d'explorer des pistes de réflexion sur la manière d'appréhender ce pays complexe, tiraillé de l'intérieur et de l'extérieur, dans un paysage géopolitique local qui n'a jamais autant fluctué depuis sa création.